



**Cour
Pénale
Internationale**

**International
Criminal
Court**

ICC-PIDS-WU-45/10_Fra

6 septembre 2010 #45

La CPI semaine après semaine

Situation en République démocratique du Congo

Dans cette situation, les trois affaires suivantes sont en cours d'examen par les chambres concernées : *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, *Le Procureur c. Bosco Ntaganda* et *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui*. Les accusés Thomas Lubanga Dyilo, Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui sont actuellement détenus par la Cour, tandis que le suspect Bosco Ntaganda demeure en fuite. Dans l'affaire *Le Procureur c. Thomas Lubanga Dyilo*, le procès s'est ouvert le 26 janvier 2009. Le procès dans l'affaire *Le Procureur c. Germain Katanga et Mathieu Ngudjolo Chui* s'est ouvert le 24 novembre 2009.

Décisions adoptées entre le 30 août et le 3 septembre 2010

Affaire Katanga and Ngudjolo Chui

Décision sur la Requête de la Défense de Germain Katanga tendant à obtenir la communication de l'enregistrement d'un entretien avec le témoin P-219

Rendue par la Chambre de première instance II, le 30 août 2010

Decision on Prosecutor's request to allow the introduction into evidence of the prior recorded testimony of P-166 and P-219

Rendue par la Chambre de première instance II, le 3 septembre 2010

Liens utiles

Les procédures se déroulant dans la salle d'audience peuvent être suivies sur le site internet de la CPI : www.icc-cpi.int

Vous pouvez également consulter le [calendrier des audiences](#).

Des résumés audiovisuels sont disponibles sur notre [chaîne Youtube](#).

Evénements

Le Greffier de la CPI rencontre le Procureur général de l'État du Qatar



Dr. Ali Bin Fetais Al Marri, Procureur général de l'État du Qatar et Mme Silvana Arbia, Greffier de la Cour pénale internationale

Le 29 août 2010, Mme Silvana Arbia, Greffier de la Cour pénale internationale (CPI), a rencontré à Doha (Qatar) le Procureur général de l'État du Qatar, Dr. Ali Bin Fetais Al Marri, pour discuter de l'organisation d'une conférence diplomatique régionale sur la CPI et, plus largement, des différents moyens de renforcer les relations entre la Cour, l'État du Qatar, le monde arabe et, plus

généralement, l'Asie occidentale. Durant cette rencontre, Mme Arbia et Dr. Al Marri ont évoqué leur attachement commun à la primauté du droit et à la nécessité de respecter le droit international.

Les 6 et 7 octobre 2010, une première conférence diplomatique régionale sur la CPI et le Moyen-Orient se tiendra à Doha, au Qatar. Cette manifestation régionale, se tiendra sous l'égide de l'État du Qatar et de la Ligue des États arabes et en coopération avec la CPI.

Après avoir exprimé son admiration et son respect profonds pour les cultures et les civilisations du Moyen-Orient, Mme Arbia a déclaré que la région demeure mal informée du mandat et du fonctionnement de la CPI. La CPI est une institution judiciaire indépendante composée de plusieurs organes, dans laquelle l'équilibre des pouvoirs est assuré par divers mécanismes visant à appliquer le droit, garantir l'équité des procès, et à veiller à ce que justice soit rendue dans tous les cas de manière impartiale. Rappelant la nécessité pour tous de rester engagés dans la lutte contre l'impunité et pour la protection des droits de l'Homme, où qu'ils soient bafoués dans le monde, elle a expliqué l'importante nouveauté en droit pénal international qu'est le droit des victimes à participer, pour la première fois en la matière, aux procédures devant la CPI, afin de faire entendre leurs voix, et de demander des réparations en cas de condamnation des accusés.

En conclusion, le Greffier a fait part à Dr. Al Marri et aux autorités du Qatar de sa gratitude pour leur hospitalité, leur attachement à la primauté du droit international et leur esprit d'ouverture envers la CPI, ainsi que pour les efforts considérables réalisés pour établir au Qatar un système judiciaire pleinement indépendant. D'autres contacts et coopération suivront cette première visite à Doha.

Le Greffier de la CPI en visite au Kenya a discuté des questions opérationnelles relatives à la situation au Kenya

Le Greffier de la Cour pénale internationale (CPI), Mme Silvana Arbia, a visité la République du Kenya du 1^{er} au 4 septembre 2010. A Nairobi, le Greffier de la CPI, a rencontré les autorités nationales kenyanes compétentes pour discuter du cadre juridique et opérationnel nécessaire à la conduite des activités du Greffe de la Cour au Kenya, suite à la **décision de la Chambre préliminaire II** autorisant le Procureur à ouvrir une enquête dans le contexte de cette situation.

Le Greffier de la Cour a aussi visité d'autres localités au Kenya pour discuter avec les autorités locales des mesures nécessaires aux fins de faciliter le travail du Greffe de la CPI au Kenya.

Cette visite fut également l'occasion pour Mme Arbia de rencontrer les représentants des organisations internationales et des ambassades afin de discuter des mécanismes par lesquels ils pourraient soutenir les opérations de la Cour.

Au cours de cette mission, deux cents mille exemplaires du livret « Mieux comprendre la Cour pénale internationale » ont été distribués au Kenyans par le journal Daily Nation, le vendredi 3 septembre 2010. Ce livret entend présenter les éléments factuels essentiels concernant l'activité et le mandat de la Cour, sa structure et son fonctionnement. Il répond aux questions les plus fréquemment posées par le public qui avait auparavant participé aux sessions d'information.

Le Greffier procède à un échange de lettres avec le Gouvernement du Kenya relatives au cadre juridique et opérationnel essentiel au travail de la Cour sur son territoire

Le 3 septembre 2010, à Nairobi (Kenya), le Greffier de la Cour pénale internationale (CPI), Mme Silvana Arbia, a procédé à un échange de lettres avec le Gouvernement du Kenya en rapport avec le cadre juridique et opérationnel essentiel pour que la Cour puisse mener à bien son travail sur le territoire de la République du Kenya.

Mr. Moses Wetang'ula, ministre des Affaires étrangères, responsable de la signature des accords internationaux, a remis au Greffier la lettre signée, en présence des membres du sous-comité gouvernemental présidé par le Ministre Saitoti.

Le Greffier a déclaré : « j'ai pleine confiance que le Gouvernement du Kenya respectera pleinement ses obligations découlant du Statut de Rome et facilitera l'important travail de la Cour ».

Cet échange de lettres ouvre la voie au travail effectif de la Cour au Kenya, particulièrement en ce qui concerne des questions telles que la protection des victimes et des témoins, la sécurité et le soutien logistique aux opérations de la Cour.

ICC distributes 200,000 copies of the booklet Understanding the ICC (uniquement en anglais)

On 4 September, the International Criminal Court (ICC) distributed in Kenya 200,000 copies of the publication Understanding the ICC, reaching a population estimated at 20 million. The booklet, which was circulated with one of the most popular newspapers in the country, explains the Court's mandate, structure and mode of operations. It answers questions frequently asked by participants during informative sessions held by Court's officials in Kenya.

Commenting on the booklet, the ICC Registrar Silvana Arbia said that, “the Court is committed to making all necessary efforts to inform the public about the Court’s mandate and its work. With the information presented in the booklet, I hope that many Kenyans will find answers to their questions. A well-informed public can contribute to ensuring lasting respect for international justice and, through its enforcement, the prevention of crimes”.

The Registrar today concluded a four-day official visit to Kenya, where she met relevant national authorities to discuss the operational and legal framework needed to conduct Registry activities in Kenya.

Calendrier

SEPTEMBRE 2010						
lundi	mardi	mercredi	jeudi	vendredi	samedi	dimanche
		1	2	3	4	5
6	7	8	9	10	11	12
13	14	15	16	17	18	19
20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30			
OCTOBRE 2010						
				1	2	3
4	5	6	7	8	9	10
Événements futurs 22 novembre 2010 : Date fixée pour l’ouverture de l’audience de confirmation des charges dans l’affaire <i>Le Procureur c. Abdallah Banda Abkaer Nourain (Banda) et Saleh Mohammed Jerbo Jamus (Jerbo)</i> .						

The calendar is subject to last minute changes.